



Réunion de haut niveau du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC avec les partenaires des Caraïbes

New York, 21 septembre 2023

Résumé du président

Introduction

1. La réunion de haut niveau du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti du Conseil économique et social (ECOSOC) avec les partenaires des Caraïbes a été convoquée le 21 septembre 2023 pendant le segment de haut niveau de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale. La réunion a permis aux participants de discuter des crises multidimensionnelles en Haïti et de leur impact profond sur la population haïtienne et sur la région. Elle visait à identifier des pistes concrètes par lesquelles la communauté internationale peut soutenir des solutions dirigées par les Haïtiens pour renforcer la stabilité et le développement durable d'Haïti.
2. Convoquée par le Canada en tant que président du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC, la réunion a rassemblé des dirigeants, des ministres et d'autres représentants gouvernementaux de haut niveau d'Antigua-et-Barbuda, de l'Argentine, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, du Bénin, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de Cuba, de la Dominique, de la République dominicaine, de l'Équateur, d'El Salvador, de France, d'Allemagne, de Grenade, de Guyane, d'Haïti, de la Jamaïque, du Kenya, du Mexique, du Pérou, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Sainte-Lucie, d'Espagne, du Suriname, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de Trinité-et-Tobago, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Uruguay. Des représentants de haut niveau des Nations Unies, de la Communauté des Caraïbes, de l'Organisation des États américains, de l'Union européenne, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de la Banque de développement des Caraïbes, de la Banque interaméricaine de développement, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, du Comité international de la Croix-Rouge, du Centre for American Progress, d'Aruba et de Saint-Martin ont également participé à la réunion.

Résumé des discussions

3. Les participants ont exprimé leur inquiétude devant la détérioration de la situation en Haïti, exacerbée par l'instabilité politique, les niveaux élevés d'insécurité et de violence armée. Cette situation a entraîné une intensification toujours plus grande de la violence de gangs, y compris la violence sexuelle, des violations des droits de la personne, des meurtres, des enlèvements et des déplacements forcés dans le pays. Selon les estimations, quelque 200 000 personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants, ont été déplacées à l'intérieur du pays. La détérioration de la situation alimentaire et l'accès limité aux services de base, en particulier aux services de santé, restent préoccupants.
4. On a fait référence à la lettre datée du 14 août 2023 que le Secrétaire général a adressée au président du Conseil de sécurité (S/2023/596), dans laquelle il a présenté un rapport écrit décrivant l'ensemble des options de soutien que les Nations Unies pourraient fournir pour améliorer la situation en matière de sécurité. Les participants ont souligné l'urgence de renforcer la police nationale haïtienne, de rétablir la primauté du droit et de renforcer les capacités des institutions gouvernementales qui fournissent des services de base à la population haïtienne. Les membres du Conseil de sécurité ont été invités à autoriser d'urgence la mise en place d'une force multinationale pour aider la police nationale à rétablir la sécurité.
5. Alors que des discussions sont en cours pour remédier à la situation sécuritaire en Haïti, près de la moitié de la population du pays a besoin d'une aide humanitaire et d'une protection immédiates. Malgré la montée en flèche des besoins humanitaires, le Plan de réponse humanitaire 2023 (719,9 millions de dollars) n'a malheureusement reçu que 28,7 % de ses besoins financiers. Des appels ont été lancés pour augmenter de manière substantielle le financement du Plan de réponse humanitaire afin que les partenaires humanitaires puissent aider à répondre aux besoins urgents de la population haïtienne.
6. Toute solution à long terme pour Haïti nécessiterait de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité et de l'instabilité du pays. Le nouveau Cadre de coopération pour le développement durable pour la période 2023-2027 offre une vision et une stratégie communes pour parvenir au développement durable au cours des cinq prochaines années, en mettant l'accent sur la gouvernance, la sécurité et la primauté du droit, la transformation économique inclusive, les services sociaux et l'environnement. À cet égard, les partenaires, le système des

Nations Unies et les institutions financières internationales ont été invités à renforcer leur soutien au peuple haïtien afin de s'attaquer aux causes socio-économiques profondes de la crise multidimensionnelle.

7. Aucun acteur ne peut à lui seul relever les défis en Haïti. Il faut une approche de l'ensemble de la société, bien coordonnée et financée. En outre, les solutions doivent être pilotées par les Haïtiens. À cet égard, de nombreux participants ont souligné l'importance d'un dialogue national inclusif pour établir un gouvernement de transition d'unité nationale et ouvrir la voie à des élections crédibles, libres, justes et transparentes. La Communauté des Caraïbes (CARICOM) a fait part de ses efforts continus pour s'engager avec les parties prenantes haïtiennes afin de restaurer la stabilité politique. Les participants ont également souligné la nécessité d'impliquer les Haïtiens de manière significative dans leurs efforts pour mettre en place des institutions résilientes et renforcer la capacité de l'État à fournir des services à la population haïtienne.

8. Les participants ont souligné la nécessité d'attirer davantage l'attention de la communauté internationale sur la détérioration de la situation en Haïti et de mobiliser des actions transformatrices pour aider les Haïtiens à relever les défis complexes et multiformes auxquels le pays est confronté. La coordination et la cohérence entre les partenaires et l'engagement significatif des Haïtiens dans ces efforts seraient essentiels pour obtenir des résultats durables qui renforcent la capacité du pays à prospérer et profitent aux Haïtiens. Les propositions comprenaient la création d'un fonds fiduciaire axé sur les besoins en matière d'éducation et de santé, la mise en place d'une plateforme unique mieux coordonnée pour l'aide à Haïti et l'élaboration d'un plan global pour Haïti par les Nations Unies.

Étapes suivantes

9. Le Groupe consultatif ad hoc sur Haïti de l'ECOSOC continuera à mobiliser le soutien en faveur des efforts déployés par Haïti pour parvenir à une stabilité à long terme et à un développement durable, conformément au mandat énoncé dans la résolution de l'ECOSOC [2023/32](#).

De plus amples renseignements sur le Groupe consultatif ad hoc de l'ECOSOC, y compris ses rapports annuels, sont disponibles sur le site Web du Conseil économique et social à l'adresse



suiivante : <https://www.un.org/ecosoc/en/content/ecosoc-ad-hoc-advisory-group-haiti>